

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1246

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domainaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

22 février 1996 – n° 1246
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

L'Amérique mieux que l'Europe

L'ALENA, vous connaissez? Christoph Blocher, lui, il connaît, plutôt sous le nom de NAFTA (North American Free Trade Association). Il voudrait même que la Suisse adhère à cette organisation d'Outre-Atlantique, avec laquelle il serait sans doute moins difficile de collaborer qu'au sein de l'Union européenne (UE) et de son étouffante promiscuité.

L'Association de Libre-Echange nord-américaine (ALENA) est l'une de ces organisations économiques régionales créées ces dernières années par des pays désireux de s'entendre entre voisins, pour mieux exister dans le vaste mouvement de mondialisation de l'économie. Unissant depuis 1994 le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, l'ALENA constitue déjà, avec l'UE et l'AELE, l'ensemble le plus avancé d'arrangements préférentiels régionaux. De leur côté, l'ASEAN des pays du Sud-Est asiatique et le MERCOSUR du quatuor latino-américain (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) font nettement moins évolué que l'ALENA.

Cette dernière, qui réunit trois importants clients de la Suisse, représente un partenaire commercial non négligeable: les pays de l'ALENA ont absorbé l'an dernier 9,6% des exportations suisses et ont livré 6,5% de nos importations; la balance commerciale Suisse-ALENA fait apparaître un solde positif approchant les trois milliards.

Les chiffres correspondants mettent en évidence l'importance nettement dominante de nos échanges avec l'UE, qui représente à elle seule 63% de nos ventes et 81% de nos achats à l'étranger. Avec une balance commerciale traditionnellement déficitaire, de plus de 15 milliards l'an dernier.

Malgré – ou à cause – de cette prépondérance européenne, M. Blocher, grand prêtre des messes anti-Bruxelles, préconise l'entente avec des partenaires plus lointains: il est revenu enthousiaste de son récent périple en Chine et demande que la Suisse passe un accord avec l'ALENA. Le 27 janvier dernier, lors du traditionnel raout de début d'année que l'UDC zurichoise tient à l'Albisgüetli, son président a même plaidé, en présence de J.-P. Delamuraz, ministre du commerce extérieur, en faveur d'une adhésion pure et simple

de la Suisse à l'ALENA. Il faut, a-t-il expliqué à ses fidèles rassemblés pour une gigantesque partie de fanfares-sauvisses, dépasser les marchés européens largement saturés et travailler avec des pays ayant «une mentalité et une culture juridique» proches des nôtres.

Cette surprenante idée d'une adhésion à une lointaine association de libre-échange, Christoph Blocher ne l'a pas trouvée tout seul. Il l'a au moins lue à la une de la *Weltwoche* du 4 janvier dernier ou peut-être volée au Parti de la Liberté (ex-automobilistes), qui prétend l'avoir émise en premier.

Quoi qu'il en soit des droits d'auteur, l'idée fait son chemin, même dans les esprits les plus sérieux. Le 17 janvier, le Conseil fédéral adoptait son Rapport de politique économique extérieure 1995, insistant sur l'essor des organisations régionales sur les continents américains et asiatique, mais en faisant encore la part belle à l'Union européenne. Moins d'un mois plus tard, l'auteur de ce Rapport, le secrétaire d'Etat Franz Blankart, déclare dans *Le Nouveau Quotidien*, que l'idée d'une adhésion à l'ALENA n'est «ni nouvelle ni insensée» (LNQ, 5.2.96). Élégante manière de dire qu'elle est désormais acceptable, trente ans après les premières allusions à un rapprochement économique par dessus l'Atlantique nord.

Certes, la recherche d'accords avec l'ALENA – et, à l'instar de l'UE, avec le MERCOSUR – «ne saurait être une alternative à notre politique européenne». Il n'empêche que le grand large économique séduit présentement, et que M. Blocher a réussi un joli coup. Le voilà qui passe pour l'inspirateur d'un grand élan commercial, lui, l'anti-européen viscéral (en politique, pas en affaires bien sûr), le partisan du réduit national, le populiste surfant sur les idées reçues et les préjugés invétérés.

La gauche parle d'effet moussant et de poudre aux yeux. La droite anti-européenne se sent délicieusement internationaliste, sans risque ni péril pour notre belle identité blanche et laborieuse. Et les observateurs se frottent les yeux, en attendant l'inévitable écho parlementaire, dès la session de mars sans doute. L'ALENA, tout le monde va connaître. YJ